



## **CONSEIL DE COMMUNAUTE VENDREDI 28 FÉVRIER 2020**

L'an deux mille vingt , le vingt huit février, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

### **Présents**

LECLERC Patrick, FORTIN Laurence, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, CANN Joël, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, GUILLOU Jacques, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GUEN Jean-René, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MORVAN Henri, OMNÈS Elisabeth, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc

### **Secrétaire de séance**

POUPON Julien

### **Excusés**

BESCOND Yvon (pouvoir à PAGE Marie-Renée)  
ANDRÉ Robert (pouvoir à BÉGOC Marie-Hélène)  
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à TANGUY Anne)  
LE GALL Jean-Noël (pouvoir à PONT Annie)  
MERDY Marie-Thérèse (pouvoir à GOALEC Bernard)  
MOULLEC Yvan (pouvoir à COJEAN Michel)  
ROUBY Solenn (pouvoir à OMNÈS Elisabeth)  
RIOU Michel (pouvoir à TRMAL Marie-France)

### **Absents**

SERGEANT André, OLLIVIER Muriel

Conseil de Communauté du 28 février 2020

Délibération n°DCC2020\_058

<b>Objet</b>	<b>Approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas</b>
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Urbanisme
Thème	Urbanisme

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

**1. Rappel de la procédure : de la prescription à l'arrêt du projet**

Par délibération du 11 décembre 2015, le conseil de Communauté a, d'une part, prescrit la mise en révision des documents d'urbanisme communaux en vigueur sur son territoire en vue d'élaborer un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) unique sur l'intégralité du périmètre de la Communauté et a, d'autre part, défini les objectifs poursuivis. Enfin, il a défini la concertation concernant ce projet et précisé ses modalités.

Par ailleurs, en amont de cette délibération, des modalités de collaboration avec les communes ont été définies suite à un travail autour d'une charte de gouvernance et la tenue d'une conférence intercommunale des maires le 3 novembre 2015.

Les orientations générales du projet d'Aménagement et de Développements Durables (PADD) ont été débattues en conseil de Communauté le 24 mars 2017, ainsi qu'au sein de tous les conseils municipaux (en février-mars 2017).

Puis, le Conseil de Communauté a tiré le bilan de la concertation menée tout au long de la procédure et arrêté le projet de PLUi lors de sa séance du 6 février 2019.

**2. Les consultations sur le projet arrêté**

**2.1 Les avis des communes membres**

Suite à l'arrêt du projet en Conseil de Communauté, le PLUi a été soumis, pour avis, aux Conseils Municipaux des communes membres. Les 22 Conseils Municipaux ont tous délibéré favorablement.

Ces avis favorables ont été assortis de quelques observations et demandes d'ajustements du projet, essentiellement sur la prise en compte des dispositions « loi Littoral », de la loi ELAN (loi portant Evolution du Logement de l'Aménagement et du Numérique) du 23 novembre 2018 et sur des modifications mineures concernant les pièces réglementaires du dossier : règlement graphique, règlement écrit, orientations d'aménagement et de programmation.

COMMUNES	DATE DE LA DELIBERATION	DATE DE RECEPTION DE L'AVIS PAR LA CCPLD	NATURE DE L'AVIS
DAOULAS	29/03/2019	05/04/2019	Avis favorable avec des observations
	02/05/2019	06/05/2019	
DIRINON	05/04/2019	14/05/2019	Avis favorable tacite

HANVEC	25/04/2019	30/04/2019	Avis favorable avec des observations
IRVILLAC	29/04/19	02/05/2019	Avis favorable sans observation
LA FOREST-LANDERNEAU	30/03/2019	15/04/2019	Avis favorable avec des observations
LA MARTYRE	08/03/2019	18/04/2019	Avis favorable sans observation
LANDERNEAU	03/05/2019	06/05/2019	Avis favorable avec une observation
LANNEUFFRET	25/04/2019	30/04/2019	Avis favorable sans observation
LA ROCHE-MAURICE	27/03/2019	17/04/2019	Avis favorable sans observation
LE TREHOU	24/04/19	30/04/2019	Avis favorable sans observation
L'HOPITAL-CAMFROUT	28/03/2019	30/04/2019	Avis favorable avec des observations
LOGONNA-DAOULAS	29/04/2019	03/05/2019	Avis favorable avec des observations
LOPERHET	02/04/2019	14/04/2019	Avis favorable avec des observations
PENCRAN	25/03/2019	30/04/2019	Avis favorable avec des observations
PLOUDIRY	25/03/2019	09/04/2019	Avis favorable avec des observations
PLOUEDERN	12/03/2019	26/03/2019	Avis favorable avec des observations
SAINT-DIVY	29/03/2019	30/04/2019	Avis favorable sans observation
SAINT ELOY	26/04/2019	02/05/2019	Avis favorable avec des observations
SAINT-THONAN	05/04/2019	12/04/2019	Avis favorable avec des observations
SAINT-URBAIN	25/04/2019	06/05/2019	Avis favorable avec des observations
TREFLEVEZ	19/03/2019	30/04/2019	Avis favorable avec une observation
TREMAOUEZAN	15/03/2019	22/03/2019	Avis favorable avec une observation

## 2.2 Les avis des personnes publiques associées et consultées

Suite à l'arrêt du projet également, le PLUi a été soumis, pour avis, aux personnes publiques associées et autres personnes à consulter.

Dans ce cadre, tous les avis sont favorables, avec ou sans observations. D'une façon générale, le projet de PLUi a été bien accueilli par l'ensemble des personnes publiques, qui soulignent l'intérêt de la démarche et les axes d'amélioration portés par le document. Les observations portent sur des demandes d'améliorations potentielles ou d'ajustements concernant principalement les thèmes suivants :

- la consommation d'espaces et la localisation de certains secteurs urbains,
- la loi Littoral,
- les Secteurs de Taille et de Capacité d'accueil Limitées (STECAL) et plus particulièrement les zones Ne,
- le commerce et la traduction des dispositions du SCoT du Pays Brest,
- les boisements et le bocage à protéger,
- la transition écologique.

## Personnes Publiques Associées

ORGANISME	DATE DE RECEPTION DE L'AVIS PAR LA CCPLD	NATURE DE L'AVIS
Préfecture	22/05/2019	Avis favorable sous réserve de la prise en compte d'observations
Autorité environnementale (MRAE – Mission Régionale d'Autorité Environnementale)	10/05/2019	5 recommandations principales et des observations
Conseil Régional de Bretagne	17/05/2019	Absence d'observation
Conseil Départemental du Finistère	24/05/2019	Avis favorable avec des observations
Ville de Landerneau en tant que AOTU	13/05/2019	Avis favorable avec une observation
PNRA	11/07/2019	Avis favorable tacite
CCI Métropolitaine Bretagne Ouest	27/05/2019	Avis favorable tacite
Chambre d'Agriculture du Finistère	24/05/2019	Avis favorable sous réserve de la prise en compte d'observations
Pôle Métropolitain du Pays de Brest	03/06/2019	Avis favorable tacite

## Autres personnes publiques consultées

ORGANISME	DATE DE RECEPTION DE L'AVIS PAR LA CCPLD	NATURE DE L'AVIS
Commune de Bodilis	12/03/2019	Avis favorable
Commune de Kersaint-Plabennec	10/04/2019	Pas d'observation
Commune du Faou	05/04/2019	Avis favorable
Commune de Locmélard	13/03/2019	Avis favorable
Commune de Plougastel-Daoulas	06/05/2019	Avis favorable
Communauté de communes du pays des Abers	13/05/2019	Avis favorable
Brest Métropole	15/05/2019	Avis favorable
Syndicat Mixte du Léon	06/05/2019	Pas d'observation
Syndicat de Bassin de l'Elorn	14/05/2019	Des observations

## Autres consultations

ORGANISME	DATE DE RECEPTION DE L'AVIS PAR LA CCPLD	NATURE DE L'AVIS
-----------	--	------------------

CDPENAF (Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers)	29/05/2019	Avis favorable tacite
CDNPS (Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites)	30/07/2019	Avis favorable sous réserve de la prise en compte d'observations
Conseil de Développement de la Métropole et du Pays de Brest	23/05/2019	Avis favorable avec des observations

### 3. L'enquête publique

Par arrêté en date du 25 juillet 2019, le Président de la CCPLD a prescrit l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de PLUi et aussi au zonage d'assainissement des eaux usées.

Pendant la durée de l'enquête publique du 20 août au 30 septembre 2019 (inclus), la Commission d'enquête lors de ses 33 permanences a reçu 382 personnes venues rencontrer ses membres pour s'informer sur les dispositions des projets de Plan Local d'Urbanisme intercommunal et de Zonage d'Assainissement des eaux usées et leur déposer leurs observations.

Au total, il a été comptabilisé 408 dépositions se répartissant ainsi :

- 213 sur les registres papiers sur les lieux d'enquête,
- 63 courriers adressés au président de la Commission,
- 83 courriels parvenus sur l'adresse internet de la Communauté,
- et 49 dépositions déposées sur le registre dématérialisé.

Certaines observations ont été consignées plusieurs fois par les différentes voies autorisées et ont été rédigées soit de façon identique soit seulement pour des compléments soit encore simplement reformulées, certaines comprenaient aussi plusieurs observations distinctes.

Au total, ce sont 499 observations qui ont été recensées ; 482 concernent le projet du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et 17 pour le projet de zonage d'assainissement des eaux usées.

La majorité des observations a été formulée par des particuliers, habitants permanents ou résidents secondaires. Cinq associations ou collectif de défense de l'environnement ont également apporté leur contribution ainsi qu'un parti politique (EELV).

#### 3.1 Les observations du public

Les observations du public, qui s'est exprimé lors de l'enquête publique, ont porté sur des sujets divers : environnement, mobilité, assainissement, agriculture, changement de destination... Néanmoins, la majorité des observations correspond à des sujets ou préoccupations individuels liés à des enjeux de constructibilité de terrain et des demandes de modifications de zonage.

#### 3.2 L'avis de la commission d'enquête

La commission d'enquête a remis son rapport et ses conclusions motivées le 18 novembre 2019.

L'avis de la commission d'enquête est favorable au projet de PLUi de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas.

Cet avis est assorti des 2 réserves :

- 1) Projet de création de zone d'activités économique Reun ar Moal (Daoulas/Irvillac)
  - Demande de temporiser l'aménagement d'une partie de la zone en la classant en zone 2AUi
  - Conserver l'autre partie de la zone en 1AUi à vocation artisanale et tertiaire
- 2) Site de Kermalguen réservé pour l'implantation du 2<sup>d</sup> collège public (Pencran)
  - Demande de reclasser les terrains identifiés en zone 1AUe en zone agricole

La CCPLD entend lever les 2 réserves émises par la commission d'enquête.

Pour cela, concernant le projet de Reun ar Moal, il est envisagé de :

- Reclasser les parcelles AC 15 à 19 en zone 2AUi,
- Maintenir le classement en zone 1AUi des autres parcelles,
- Revoir la vocation commerciale de la zone, en suspendant, pour l'instant (lors de l'approbation du PLUi), la capacité d'accueillir du commerce. Toutefois, à la demande de la commune de Daoulas et si le besoin se présentait, la collectivité souhaite conserver la possibilité d'étudier la capacité d'accueillir une surface commerciale de bricolage ou de jardinage, telle que le permet le SCoT du pays de Brest, sur ce site.

Ces modifications doivent permettre, à la fois, de lever la réserve de la commission d'enquête concernant le secteur de Reun ar Moal et de préserver la possibilité de répondre aux besoins de développement économique à l'échelle locale.

Concernant le site de Kermalguen à Pencran, il est envisagé de reclasser les terrains en zone agricole. Cette zone 1AUE avait été délimitée dans le cadre de la réflexion menée par le Conseil Départemental sur la définition de sites potentiels pour accueillir le futur second collège public du bassin de Landerneau. Sans décision officielle de la part du Département au moment de l'arrêt du projet de PLUi, la zone 1AUE définie sur Pencran avait été conservée. Suite à la décision définitive du Conseil Départemental, le site localisé sur la commune de Pencran n'a pas été retenu (le choix s'est porté sur le terrain du Champ de Foires à Landerneau), la zone constructible identifiée dans le PLUi à cet endroit est ainsi supprimée.

Et de 4 recommandations :

- 1) Afficher la pérennité des 20 ans du zonage agricole

La CCPLD souhaite suivre cette recommandation et inscrire cette disposition dans le règlement écrit.

- 2) Afficher la limite de la bande des 100 mètres (loi littoral)

La CCPLD ne souhaite pas suivre cette recommandation, dans la mesure où les données pour établir avec exactitude la bande des 100 mètres à compter de la limite haute du Domaine Public Maritimes ne sont pas fiables et actualisées. Par ailleurs, la bande des 100 mètres est susceptible de fluctuer dans le temps (évolution du trait de côte).

- 3) Ne plus autoriser les nouvelles constructions tant que les rejets dans le milieu naturel des communes de Hanvec, Logonna-Daoulas, Loperhet, Saint-Eloy et Saint-Thonan ne sont pas aux normes

La CCPLD ne souhaite pas suivre cette recommandation mais entend apporter des compléments d'informations et des précisions sur l'assainissement dans ces communes en lien notamment avec les résultats du zonage d'assainissement, à savoir notamment que les projets en zone U et 1AU soient autorisés mais qu'aucun projet d'aménagement à long

terme (2AU) ne soit conduit sans que les dysfonctionnements constatés n'aient fait l'objet d'une solution adaptée et n'aient été traités.

#### 4) Compléter les critères et indicateurs de suivi du PLUi

La CCPLD souhaite suivre cette recommandation en lien avec les remarques émises par l'autorité environnementale.

### **MODIFICATIONS APPORTEES AU PROJET DE PLUi SUITE AUX AVIS JOINTS AU DOSSIER, AUX OBSERVATIONS DU PUBLIC ET AU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUETE**

A l'issue de l'enquête, le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) arrêté peut éventuellement être modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête. Ces modifications sont approuvées par le conseil de Communauté lors de l'approbation.

Les évolutions apportées aux différentes pièces du PLUi sont présentées en substance et de façon synthétique ci-après. Un document annexe à la présente délibération (annexe n°1) présente et détaille l'ensemble des modifications apportées au projet de PLUi entre l'arrêt et l'approbation.

#### **1. Concernant le Rapport de Présentation**

Le rapport de présentation, qui s'appuie sur un diagnostic territorial, explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.

A l'échelle de ce document, il est essentiellement envisagé des compléments d'informations, d'argumentaires et des ajustements de justifications concernant principalement les sujets suivants :

- la loi Littoral dont la prise en compte des dispositions de la loi ELAN (Evolution du Logement de l'Aménagement et du Numérique) au travers la procédure de modification simplifiée du SCoT du pays de Brest approuvée le 22 octobre 2019,
- l'assainissement et notamment la situation de plusieurs stations d'épuration,
- l'évaluation environnementale, et plus spécifiquement l'analyse des indices du projet sur l'environnement et le renforcement de certains indicateurs de suivi,
- l'ensemble des justifications liées aux modifications apportées sur le règlement notamment : le secteur de Reun ar Moal, les STECAL, le bocage à préserver...

#### **2. Concernant le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)**

Le projet d'aménagement et de développement durables définit les orientations générales du projet. Il fixe également des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Considérant que les modifications apportées restent de portée limitée et ne remettent pas en cause les orientations générales du projet arrêté, il n'est pas envisagé de modifications à l'échelle du PADD.

#### **3. Concernant les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)**

Les orientations d'aménagement et de programmation comprennent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports, les déplacements. Elles précisent les conditions d'aménagement des secteurs définis comme stratégiques.

A l'échelle de ce document, il est essentiellement envisagé des ajustements et des

modifications sur des conditions d'aménagements de certaines OAP notamment en lien avec les conditions d'accès et de desserte et les éléments du paysage.

Certaines OAP ont également été supprimées, ajoutées ou retravaillées suite aux modifications de zonage (exemple du secteur de Kermalguen à Pencran, du secteur René Descartes à Landerneau, du secteur de Rostiviec à Loperhet, secteur de Bodilio à la Forest-Landerneau, ... )

#### **4. Concernant le Règlement**

Le règlement se compose d'un ou de plusieurs documents graphiques qui définissent notamment les différents types de zones (Urbaines, A Urbaniser, Agricoles, Naturelles) et d'un document écrit qui fixe les règles applicables à l'intérieur de chaque zone.

**A l'échelle du règlement graphique**, il est envisagé les principales modifications suivantes :

##### Pour les communes littorales

- la prise en compte de la loi ELAN (Evolution du Logement de l'Aménagement et du Numérique) au travers la procédure de modification simplifiée du SCoT du pays de Brest approuvée le 22 octobre 2019 en faisant de :
  - Lanvoy à Hanvec un village résidentiel densifiable,
  - Lannuzel à Dirinon un village économique densifiable,
  - Gorré Beuzit à Landerneau un secteur déjà urbanisé,
  - Le Carn, Keranc'hoat, Goarem Goz à Loperhet des secteurs déjà urbanisés.

Par rapport au projet arrêté, ces espaces retrouvent des capacités de construction. Néanmoins, seules sont autorisées les opérations de renouvellement urbain et de densification au sein des enveloppes urbaines existantes (pas d'extension urbaines possibles).

- la mise en place d'un nouveau zonage Nm sur les zones de mouillages collectifs autorisés ;
- les ajustements aux espaces boisés significatifs suite à l'avis de la CDNPS (Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites).

##### Pour l'ensemble des communes

- le reclassement de certaines zones Ne/STECAL (zones Ne = sites d'équipements d'intérêt collectif et de service public ou des activités de loisirs, situés en zone naturelle). L'ensemble des zones Ne a été réétudié. Certains périmètres ont été réduits et, pour beaucoup, ces zones ont été reclassées en zone Nen (sans possibilités de constructions neuves).
- la mise à jour de l'inventaire des zones humides suite à des nouveaux inventaires terrain du Syndicat de Bassin de l'Elorn ;
- la mise à jour de l'inventaire du bocage à préserver en se basant sur l'inventaire le plus récent transmis par le Syndicat de Bassin de l'Elorn, et y intégrant les demandes d'ajustement issus de l'avis des communes, des Personnes Publiques Associées et de la Chambre d'Agriculture plus particulièrement, et de l'enquête publique ;
- la suppression des espaces boisés classées sur l'emprise des servitudes I4 (lignes haute tension) ;
- l'ajustement du zonage pour permettre la réalisation de plusieurs projets structurants :
  - le projet de raccordement électrique France-Irlande et la station de la Martyre
  - le projet touristique/culturel sur la propriété Leclerc à Saint-Divy



- la restructuration de l'usine de Pont ar Bled
- des ajustements concernant la délimitation des zones constructibles (Quinquis Marc à Plouédern, Irvillac...) ;
- la modification des reculs de constructibilité vis-à-vis des routes classées à grande circulation ;
- la modification à la marge de la délimitation de certaines zones Agricoles et Naturelles.

**A l'échelle du règlement écrit**, il est envisagé les principales modifications suivantes :

#### Dispositions générales

- la préservation du bocage : complément précisant que l'ensemble de la trame bocagère et des boisements seront, dans la mesure du possible et au regard de leurs intérêts (paysagers, écologiques...), préservés ;
- les dispositions relatives aux zones humides revues afin de prendre en compte les observations du Syndicat de Bassin de l'Elorn et être compatible avec les dispositions du SAGE de l'Elorn ;
- la création d'une nouvelle catégorie commerciale sur les villages de La Gare à La Forest-Landerneau, Troaon et Kerascoët à l'Hôpital-Camfrout appelée « Autres secteurs dans lesquels l'implantation de commerces est possible sous conditions » (surface de vente, par cellule commerciale, inférieure ou égale à 300 m<sup>2</sup>) ;
- la modification des contraintes pour l'implantation des cinémas, implantations uniquement en centralités ;
- l'ajustement des marges de règles de recul du Conseil départemental : rappel, pour l'ensemble des zones, des règles d'application des marges de recul le long des routes départementales ;
- la modification des règles de recul vis-à-vis des routes classées à grande circulation ;

#### Zones U

- le règlement de la zone Uha1 complété par des règles alternatives par rapport aux limites séparatives ;
- le règlement de la zone UHn modifié : limitation des annexes à 30 m<sup>2</sup> d'emprise au sol (et non 50 m<sup>2</sup> comme dans le projet PLUi arrêté) ;
- la création d'une nouvelle zone Ulp : zone urbaine à vocation d'activités économiques portuaires et maritimes.

#### Zones A et N

- l'ajout de la pérennité à 20 ans introduite dans la définition de la zone Agricole ;
- la création d'un règlement pour les zones Nm (zone réservée aux mouillages collectifs autorisés) ;
- la modification de la hauteur des annexes (qui passe de 3,5 m à 4 m).

### **5. Concernant les annexes**

A l'échelle de ce document, il est essentiellement envisagé des mises à jour et des modifications mineures concernant principalement :

- les servitudes d'utilité publique,
- les études eaux (eaux usées et eaux pluviales) en lien à les modifications apportées

au projet de PLUi.

## **DÉLIBÉRATION :**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu le code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-1 et suivants et R.151-1 et suivants et plus particulièrement les articles L.153-21 et suivants relatifs à l'approbation du PLUi,

Vu la délibération du conseil de Communauté en date du 11 décembre 2015 arrêtant les modalités de la collaboration entre la CCPLD et ses communes membres,

Vu la délibération du Conseil de Communauté en date du 11 décembre 2015 prescrivant l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) sur l'ensemble de son territoire, et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation,

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres, relatives au débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLUi (février/mars 2017),

Vu la délibération du Conseil de Communauté en date du 24 mars 2017 relative au débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLUi,

Vu la délibération du Conseil de Communauté en date du 29 juin 2018, approuvant l'intégration à la procédure d'élaboration du PLUi des dispositions du décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatives à la partie réglementaire du livre 1er du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme,

Vu les avis des conseils municipaux des communes membres avant l'arrêt du projet de PLUi en Conseil de Communauté,

Vu la délibération du conseil de Communauté du 6 février 2019 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de PLUi,

Vu le Schéma de Cohérence Territorial du Pays de Brest, approuvé par délibération du Comité Syndical en date du 19 décembre 2018 et modifié par procédure de modification simplifiée approuvée le 22 octobre 2019, ainsi que les autres documents que le Plan Local d'Urbanisme intercommunal doit prendre en compte ou avec lesquels il doit être compatible,

Vu les avis des communes membres et ceux des personnes publiques associées et consultées sur le projet de PLUi arrêté,

Vu les avis des conseils municipaux des communes membres avant l'approbation du projet de PLUi en Conseil de Communauté,

Vu le rapport et les conclusions de la commission d'enquête en date du 18 novembre 2019,

Vu la note explicative de synthèse annexée à la convocation des élus à la séance, contenant les informations relatives à l'objet de la présente délibération,

Vu l'ensemble du projet de PLUi, les avis des personnes consultées, le rapport et les conclusions de l'enquête, les observations du public mises à disposition des élus, avant la séance d'approbation du PLUi,

Considérant que les avis joints au dossier d'enquête publique, les observations du public, le rapport et les conclusions de la commission d'enquête ainsi que les modalités de leurs prises en compte ont été présentées en Conférence Intercommunale des Maires le 7 janvier 2020,

Considérant que l'économie générale du projet de PLUi n'est remise en cause ni par les observations des communs membres, ni par celles des personnes publiques associées et consultées, ni par celles de la commission d'enquête,

Considérant que les modifications apportées restent de portée limitée et ne remettent pas en cause le parti d'aménagement et l'économie générale et les orientations du projet arrêté,

Considérant que le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas, tel qu'annexé à la présente délibération, est prêt à être soumis au Conseil de Communauté pour approbation.

Vu l'avis favorable de la Commission plénière du 17 février 2020

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 11 février 2020

**Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :**

Pour : 44

Abstention : 2

CORNILY Karine, MORVAN Henri

**Article unique : Approuve le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas, tel qu'annexé à la présente délibération.**

*La présente délibération sera notamment transmise au Préfet du Finistère dans le cadre du contrôle de légalité et fera l'objet des formalités de publicité prévues par le code de l'urbanisme.*